



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

**DCPPAT – BICUPE – SIC – TB – 2025 – I – 254**

Installations classées pour la protection de l'environnement

-----  
Commune de Lorgies

-----  
Société THUNDER (FRANCE) PROPCO III SNC

-----  
**Arrêté du**

**10 OCT. 2025**

portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 9 avril 2025 portant nomination de Laurent Touvet, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté d'autorisation d'exploiter N°DCVC-EIM-GM-N°2005-128 modifié, délivré le 21 juin 2005 à la société STDN LOGISTIQUE, pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de produits agro alimentaires, sur le territoire de la commune de LORGIES ;

Vu l'arrêté complémentaire d'autorisation du 10 avril 2015 délivré à la société THUNDER (FRANCE) PROPCO III SNC ;

Rue Ferdinand Buisson  
62020 ARRAS Cedex 9  
Tél : 03 21 21 20 00

Vu l'article 13 de l'arrêté complémentaire d'autorisation du 10 avril 2015 susvisé relatif aux moyens de secours ;

Vu le courrier de la société THUNDER (FRANCE) PROPCO III SNC en date du 26 juin 2020 transmis à la préfecture du Pas-de-Calais déclarant le changement d'exploitant à compter du 1<sup>er</sup> mai 2020 de l'entrepôt de stockage de produits agroalimentaires situé au lieu-dit « Le Grand Chemin » à LORGIES (62840), dont le siège social est situé sis 123 rue du Château à Boulogne-Billancourt (92100) ;

Vu l'arrêté n° 2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement sur le site le 21 juillet 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 30 juillet 2025 suite à la visite du 21 juillet 2025 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure le 31 juillet 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 21 juillet 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :
  - le rapport de contrôles poteaux incendie indique un non-respect du débit de 60m<sup>3</sup>/h prescrit,
  - le rayon de 150m par les voies carrossables dans lequel les sapeurs pompiers doivent pouvoir disposer pendant deux heures d'un débit d'extinction minimal de 360m<sup>3</sup>/h soit un volume de 720m<sup>3</sup> d'eau n'est pas respecté,
  - la réserve incendie de 120m<sup>3</sup> au Nord du site est vide.
2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté complémentaire d'autorisation du 10 avril 2025 ;
3. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société THUNDER (FRANCE) PROPCO III SNC de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 13 de l'arrêté complémentaire d'autorisation du 10 avril 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société THUNDER (FRANCE) PROPCO III SNC, dont le siège social est situé 123 rue du Château à BOULOGNE-BILLANCOURT (92100), exploitant un entrepôt de stockage de produits agroalimentaires, sur le territoire de la commune de LORGIES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 13 de l'arrêté complémentaire d'autorisation du 10 avril 2015 susvisé par :

- la remise en état et en eau de la réserve incendie de 120m<sup>3</sup> au Nord du site dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté
- la réalisation des travaux nécessaires de remises en état des poteaux incendie afin de respecter le débit de 60m<sup>3</sup>/h prescrits et le respect d'un rayon de 150m par les voies carrossables dans lequel les sapeurs pompiers doivent pouvoir disposer pendant deux heures d'un débit d'extinction minimal de 360m<sup>3</sup>/h soit un volume de 720m<sup>3</sup> d'eau ou le dépôt d'une demande d'aménagement à l'arrêté complémentaire d'autorisation du 10 avril 2015 (avec tous les éléments d'appréciation à l'appui) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille [5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex] dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de BÉTHUNE et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société THUNDER (FRANCE) PROPCO III SNC, dont une copie sera transmise en mairie de LORGIES.

À Arras

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

  
Christophe Marx

Copie à :

- la société THUNDER (FRANCE) PROPCO III SNC
- la sous-préfecture de BÉTHUNE
- la mairie de LORGIES
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD de l'Artois

